

Banjul, Gambie, 1^{er} juillet (Infosplusgabon) - Madi Jobarteh, un éminent défenseur des droits humains en Gambie, est accusé de "diffusion et publication d'informations fausses" par la Police gambienne et doit se présenter ce mercredi au commissariat, a-t-on appris à Banjul.

D'après certaines sources, M. Jobarteh a été "invité" mardi par les agents du poste de police de Kairaba, à Serre Kunda, la capitale économique du pays, où il a été interrogé et il lui a été demandé de rédiger une déclaration avant d'être inculpé.

D'après M. Jobarteh, il a été interrogé par le commissaire-adjoint de police, Pateh Bah, sur les remarques qu'il a faites contre la façon et la manière dont le gouvernement du Président Barrow gérait un certain nombre de meurtres survenus récemment.

"M. Bah m'a dit que j'ai été convoqué afin de fournir des précisions sur mes déclarations selon lesquelles, le gouvernement ne faisait pas assez pour que justice soit rendue aux regrettés Haruna Jatta, Ousainou Darboe et Kebba Secka. Il pense que c'est injuste envers la police parce que je ne sais pas ce qui se passe", a dit M. Jobarteh dans une déclaration.

L'activiste a révélé qu'en retour, il a demandé à l'officier supérieur de police, s'il était vraiment sérieux pour l'avoir appelé à son bureau juste pour l'interroger sur ses opinions et que cette

démarche constituait une atteinte à son droit constitutionnel.

Suite à cet incident, plusieurs militants des droits de l'homme et citoyens gambiens ont condamné cette démarche qu'ils considèrent comme des manœuvres d'intimidation largement utilisées durant les 22 années de dictature ayant pris fin il y a quelques années dans ce petit pays d'Afrique de l'Ouest.

FIN/ INFOSPLUSGABON/PKM/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon